

### FAITS MARQUANTS

- 20 cas de méningite notifiés dans le district sanitaire de Tengrela dans la partie nord du pays depuis la semaine 2 du mois de janvier 2012.
- 13.437 Personnes déplacées internes (PDI) vivent toujours sur 30 sites en Côte d'Ivoire.
- La première phase d'évaluation conjointe incluant des agences et des ONG de Côte d'Ivoire et du Libéria sur la « sécurité alimentaire, le relèvement précoce et la stabilisation dans les régions frontalières » est terminée côté ivoirien.

## I. Contexte général

Des tensions sont rapportées à la frontière entre le Libéria et la Côte d'Ivoire à la suite de l'arrestation, par la police libérienne le 27 janvier de près de 70 personnes soupçonnées de préparer des actions de déstabilisation en Côte d'Ivoire. Ces présumés mercenaires et ex-miliciens ont été transférés à la prison de Zwedru, dans l'est du Libéria. La justice sur place a été saisie

Le Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies en Côte d'Ivoire, M. Albert Gerard Koenders, est intervenu au Conseil de Sécurité des Nations Unies le 26 janvier dernier. Lors de son intervention, M. Koenders a exhorté les membres du Conseil à apporter une assistance accrue au Gouvernement ivoirien dans les domaines de la réforme des institutions, de la sécurité, du désarmement, démobilisation et réintégration des ex-combattants, mais également de la protection des civils ainsi que l'aide au retour des personnes déplacées internes et réfugiées dans leurs milieux d'origine.

Le Conseil constitutionnel ivoirien s'est prononcé le 31 janvier par la voie de son président, M. Francis Wodié, sur les recours en annulation déposés par certains candidats. Au total, l'élection de onze députés a été invalidée par le Conseil. La Commission Electorale Indépendante (CEI) dispose de quarante-cinq jours pour organiser des élections partielles dans les circonscriptions concernées.

Entre temps, selon le Haut Commissariat des Nations pour les Réfugiés (UNHCR), le retour des personnes déplacées sur sites vers leurs milieux d'origine reprendra à partir du mois de février. Toutefois, on observe des retours spontanés sur l'axe Bloléquin, Toulepleu et Zouan Hounien, à l'ouest du pays. Les problèmes d'alimentation et d'accès aux services de base tels que la santé, l'éducation et l'eau potable restent les besoins humanitaires les plus importants.

## II. Situation Humanitaire

### Coordination et gestion des camps

A la date du 30 janvier, 13.437 Personnes Déplacées Interne vivent sur 30 sites dans trois régions de la Côte d'Ivoire (Lagunes/Abidjan, Moyen-Cavally et Haut-Sassandra). La planification de sept (7) convois est prévue pour le mois de février. A la suite du don de 50 millions de Francs CFA, soit 100.000 dollars US, par le Gouvernement, la planification des retour des personnes déplacées internes vivant sur des sites de la région des Lagunes, principalement d'Abidjan, est en cours de finalisation pour aider ces personnes à rentrer chez elles.

### Protection

#### Sous Cluster Violence basée sur le genre (VBG)

##### Montagnes et Moyen Cavally

- Selon les acteurs de la plateforme VBG de Duékoué des cas de viol perpétrés lors de braquages de maisons continuent d'être rapportés.
- Le projet CERF-2 VBG, qui ciblait l'axe Duékoué/Toulepleu et les zones à grande concentration de retournés et rapatrié, à l'ouest de la Côte d'Ivoire, a pris fin le 27 janvier. La continuité de ce projet nécessite un financement complémentaire visant à renforcer la capacité des acteurs intervenant dans le domaine VBG. Toutefois, l'allocation du fond CERF 2012 prévoit le financement du volet

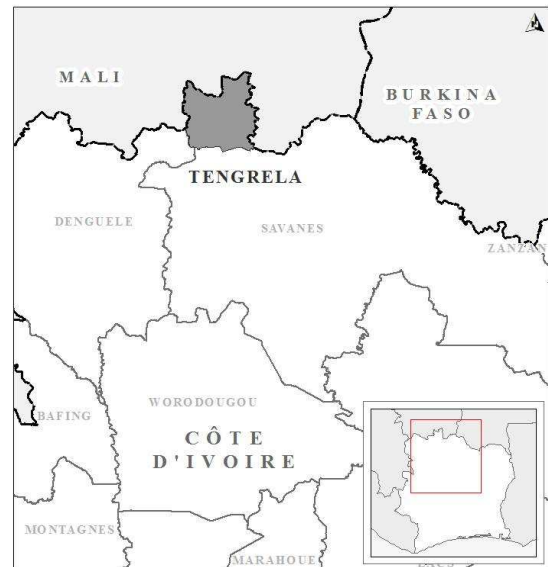
détection, référence et prévention des cas. En revanche, il ne prendra pas en compte la question du renforcement des capacités des prestataires de service nouvellement déployés par l'Etat. Afin de combler ce déficit et de renforcer les capacités des associations de femmes dans la prévention, la réinsertion et la référence, le Fond des Nations Unies pour la Population (UNFPA) s'est engagé à financer un projet qui sera mis en œuvre par l'ONG Conseil Danois pour les Réfugiés (DRC) pour une durée d'un mois. Ce projet prendra également en compte le volet cohésion sociale.

### Abidjan

- Dans le cadre de la mise en place d'une plate forme locale de coordination sur la VBG, le Sous Cluster VBG, en collaboration avec le Ministère de la Santé et de la Lutte contre le Sida, a facilité la formation de 50 acteurs VBG dans la commune de Youpougou, à Abidjan, sur les mécanismes de référence des cas de violences sexuelles et autres VBG.
- Comme recommandé lors de la visite en Côte d'Ivoire du 21 au 26 novembre dernier de Mme Margot Wallström, Représentante Spéciale du Secrétaire général des Nations Unies chargée de la question des violences sexuelles commises en situation de conflit, l'UNFPA, en collaboration avec les acteurs VBG, a tenu un atelier de révision et de finalisation de la stratégie nationale de lutte contre les violences faites aux femmes le 30 janvier.

### Santé

Depuis la deuxième semaine de janvier, 20 cas de méningite, dont deux décès ont été notifiés dans le district sanitaire de Tengrela (population de 93.853 habitants) dans la partie nord du pays par le Ministère de la Santé et de la Lutte contre le Sida. Le Ministère et Médecins Sans Frontières France (MSF-F), en collaboration avec l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), sont sur le terrain pour apporter une réponse à l'épidémie. Des mesures telles que l'investigation et la définition des cas ont déjà été prises.



### Sécurité alimentaire

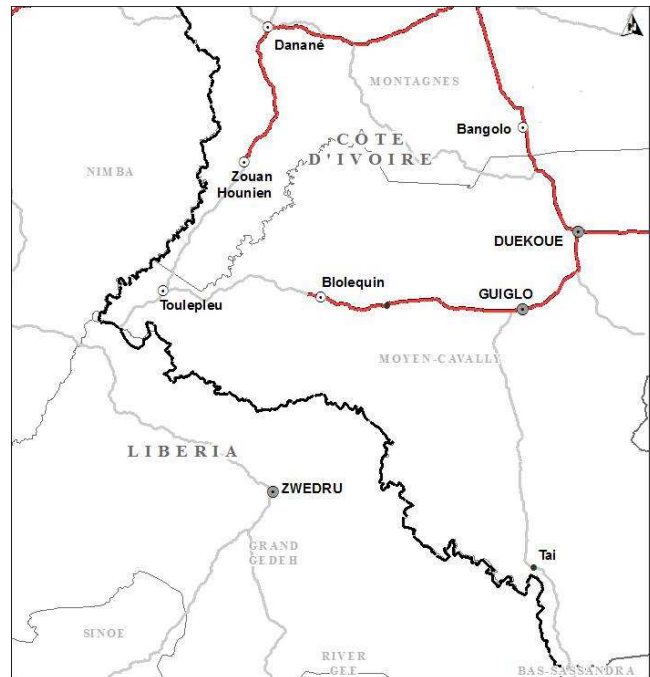
La communauté humanitaire en Côte d'Ivoire avait apporté un soutien agricole à 35.150 ménages. Parmi eux, 9.600 sont des ménages retournés et 25.550 des ménages vulnérables dans les zones affectées par la crise post-électorale. Au Libéria, la communauté humanitaire a assisté 31.200 ménages, dont 21.840 familles d'accueil et 9.360 ménages de réfugiés ivoiriens dans la production de riz et de légumes. Ce soutien agricole a essentiellement porté sur la distribution d'intrants ainsi que sur la formation en production de riz, manioc et légumes. Le nombre de bénéficiaire a été déterminé en grande partie sur la base d'évaluations rapides. Compte tenu de la complexité de la situation et la nécessité de poursuivre l'assistance agricole de manière efficace, le secteur agricole a plus que jamais besoin d'une évaluation plus détaillée et complète de la situation de sécurité alimentaire dans les régions transfrontalières de Côte d'Ivoire et du Libéria. C'est ainsi qu'une mission d'évaluation conjointe incluant des agences et des ONG de Côte d'Ivoire et du Libéria s'est rendue dans ces régions afin de:

- Evaluer l'impact des mouvements de population transfrontaliers / la dynamique d'insécurité sur la sécurité alimentaire des ménages, des groupes socio-économiques et des emplacements géographiques les plus touchés dans les régions frontalières entre la Côte d'Ivoire (Dix-Huit Montagne, Moyen Cavally, Bas Sassandra) et le Libéria (Nimba, le Grand Gedeh, Gee River, Maryland), en tenant compte d'un certain nombre de facteurs socio-économiques ;
- Evaluer les moyens de subsistance des réfugiés, des communautés hôtes et déplacées ainsi que les changements possibles sur la vulnérabilité et les moyens de subsistance de chaque groupe.

Les évaluations en « sécurité alimentaire » et en « relèvement précoce » sont terminées côté ivoirien. Les évaluations se poursuivent dans les districts frontaliers du Libéria.

Les équipes de la « mission d'évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire » au niveau national, pilotée par les Ministères de l'Agriculture et des Ressources Animales et Halieutiques, la FAO et le PAM ont terminé les visites de terrain sur toutes les régions du pays le 29 janvier. L'objectif général de cette mission était d'évaluer le déroulement de la saison agricole 2011 et la situation de la sécurité alimentaire en Côte d'Ivoire, notamment au niveau des zones visitées en vue de préparer la réponse en 2012. Les résultats préliminaires de cette mission font état d'une situation agricole générale non satisfaisante pour l'année 2012. Les premiers résultats sont attendus à la mi février.

Par ailleurs, le Conseil Norvégien pour les Réfugiés (NRC) et le Conseil Danois pour les Réfugiés (DRC) ont débuté cette semaine leurs enquêtes de villages sur les « aspects de cohésion sociale et d'accès à la terre » au Libéria et en Côte d'Ivoire. Une rencontre de coordination entre les différents intervenants de cette mission s'est tenue le 30 janvier au poste frontière de Logouatou, à l'ouest de la Côte d'Ivoire.



### III. Coordination

La section Gestion de l'Information (IM) d'OCHA a tenu une réunion le 1<sup>er</sup> février avec un groupe de 11 ONG nationales et internationales sur la présentation de l'outil de suivi de la mise en œuvre des activités de l'Appel Consolidé 2012 (CAP 2012) pour la Côte d'Ivoire. Globalement, l'outil a été accepté par les participants. Cependant, quelques modifications devraient être apportées afin de satisfaire les besoins plus spécifiques des organisations. La mise en œuvre devrait se faire rapidement dès que les coordonnateurs de des clusters fourniront les informations nécessaires pour alimenter la base de données.

La réunion des points focaux sur la protection contre l'exploitation et les abus sexuels (PEAS) commis par le personnel des Nations Unies, et personnel associé des ONG et Organisations Internationales Gouvernementales s'est tenue le 3 février au bureau OCHA afin de valider les différents outils. Il a été recommandé l'organisation d'un atelier des points focaux le 3 mars. Cet atelier portera sur :

- Information et sensibilisation sur les Exploitation Abus Sexuel (EAS);
- L'Assistance aux victimes dans le cadre du sous Cluster VBG ;
- Les mécanismes et procédures administratifs en place au sein des différentes organisations incluant ONUCI et ONG ;
- Mise en commun des ressources et expertises pour assurer une prise en charge et protection complète des victimes d'EAS.

Pour plus d'informations, veuillez contacter:

**M. Max Hadorn**, Chef de bureau OCHA-Côte d'Ivoire, [hadom@un.org](mailto:hadom@un.org), Tel. +225 46 01 91 10  
**M. Carlos Geha**, Chef de bureau adjoint OCHA-Côte d'Ivoire, [gehac@un.org](mailto:gehac@un.org), Tel. +225 46 01 91 11  
**M. Ansoumane Kourouma**, HAO-Reporting Officer, [kouroumaa@un.org](mailto:kouroumaa@un.org), Tel. +225 46 01 91 30

Pour plus d'informations sur la réponse humanitaire en Côte d'Ivoire, voir : <http://ivorycoast.humanitarianresponse.info>